

# RÉFORME DE L'ÉTAT



LE MÉNAGE DANS LES AGENCES DE L'ÉTAT  
ET LA MAÎTRISE DES DÉPENSES PUBLIQUES

TRANSPARENCE • EFFICIENCE • RESPONSABILITÉ • RÉSULTATS

ÉCONOMIES POTENTIELLES IDENTIFIÉES

**350 milliards d'euros**

*par an, à plein régime, sur 5 ans*



**1 153**

ORGANISMES PUBLICS  
NATIONAUX



**317**

ORGANISMES  
CONSULTATIFS



**24**

AUTORITÉS  
INDÉPENDANTES

SOIT ENVIRON

**1 470**

ENTITÉS PUBLIQUES PASSÉES AU CRIBLE



ANALYSES  
INDÉPENDANTES



RECOMMANDATIONS  
CONCRÈTES



RÉFORMES  
STRUCTURELLES



EFFICACITÉ  
RESPONSABILITÉ

# L'URGENCE FRANÇAISE

La France compte **environ 1 470 entités satellites** de l'État (1 153 organismes publics nationaux recensés par la Direction du Budget en 2025, hors Sécurité sociale, auxquels s'ajoutent 317 organismes consultatifs identifiés par la commission d'enquête sénatoriale du 3 juillet 2025). Ce maillage opaque concentre des dizaines de milliards d'euros de subventions pour charges de service public, des centaines de milliers d'agents publics, et une multitude de doublons institutionnels documentés.

Le présent dossier propose une **cartographie panoramique exhaustive**, un classement rigoureux selon quatre catégories opérationnelles, et un plan de rupture sur 24 mois articulé en trois vagues (décrets, fusions, lois). Sa méthodologie est **explicitement comparable** à celle des référés de la Cour des comptes.

## LES 4 CATÉGORIES OPÉRATIONNELLES

CAT	NATURE	DÉFINITION	VOLUME
<b>A</b>	<b>À CONSERVER</b>	Mission régaliennne ou technique indispensable. Application individuelle de la grille d'audit (économies de train de vie cas par cas).	<b>≈ 175</b>
<b>B</b>	<b>À FUSIONNER</b>	Entités regroupées en 6 blocs de fusion stratégiques. Mutualisation des fonctions support, économies cumulées par fusion.	<b>≈ 280 → 180</b>
<b>C</b>	<b>À RÉINTÉGRER</b>	Réintégration dans le ministère de tutelle. Modalités RH détaillées (transfert, alignement statutaire, calendrier).	<b>≈ 400</b>
<b>D</b>	<b>À SUPPRIMER</b>	Doublons manifestes, missions épuisées, structures en sommeil. Pour chaque entité : motif, conséquences, transfert ou fermeture.	<b>≈ 745</b>

## LA GRILLE D'AUDIT TRANSVERSALE

Appliquée à chaque entité de catégorie A, la grille couvre 7 axes d'économies de train de vie : **rémunérations plafonnées, voitures de fonction, frais de bouche, déplacements, trésoreries dormantes, immobilier, mutualisation des fonctions support**. Reproductible, vérifiable, documentable au cas par cas.

*Sources principales : Sénat, rapport n° 807 (2024-2025) du 3 juillet 2025 (commission d'enquête Mouiller-Khattabi) ; Direction du Budget, jaune budgétaire « Opérateurs de l'État » annexé au PLF 2026 ; rapports successifs de la Cour des comptes (2018-2026) ; études Fondation IFRAP 2024-2025.*

# LES ÉCONOMIES MOBILISABLES

## CHIFFRAGE AGRÉGÉ PAR CATÉGORIE

CATÉGORIE	ÉCONOMIES PÉRENNES	EFFETS STOCK (uniques)
<b>A — Audit train de vie</b>	3 à 6 milliards d'euros / an	—
<b>B — Fusions stratégiques</b>	4 à 7 milliards d'euros / an	1 à 2 milliards d'euros
<b>C — Réintégration ministérielle</b>	5 à 9 milliards d'euros / an	2 à 4 milliards d'euros
<b>D — Suppressions</b>	5 à 9 milliards d'euros / an	2 à 7 milliards d'euros
<b>TOTAL CARTOGRAPHIE</b>	<b>17 à 31 milliards d'euros / an</b>	<b>5 à 13 milliards d'euros</b>

Médiane consolidée : **≈ 24 milliards d'euros par an** sur le seul périmètre des entités cartographiées. **Avec extensions (réformes connexes) : 350 milliards d'euros par an potentiels** — protection sociale ciblée, fraude, marchés publics, aides aux grands groupes, ARENH, etc. (modules bonus séparés).

## CALENDRIER DE RUPTURE — 24 MOIS, 3 VAGUES

VAGUE	HORIZON	INSTRUMENTS JURIDIQUES
<b>1</b>	<b>Mois 1 à 6</b>	Décrets simples, suppressions formelles d'organismes consultatifs en sommeil et de missions ad hoc terminées (cat D pour partie)
<b>2</b>	<b>Mois 6 à 18</b>	Décrets en Conseil d'État, fusions stratégiques cat B (6 blocs), réintégrations cat C par voie réglementaire
<b>3</b>	<b>Mois 12 à 24</b>	Lois ordinaires et organiques pour les entités à statut législatif (cat D dont organismes de niveau loi, achèvement réforme statutaire cat C)

## L'AMPLEUR INSOUÇONNÉE DES DÉRIVES ADMINISTRATIVES

La cartographie révèle des dérives massives, méthodiquement documentées dans les **dossiers complémentaires** : observatoires en sommeil ne s'étant plus réunis depuis cinq ans ou davantage, missions ad hoc maintenues actives bien après l'achèvement de leur objet, comités d'événements terminés depuis 2018 toujours en vie administrativement, conseils stratégiques sectoriels en doublon parfait avec les administrations centrales, structures pérennisées sans justification après l'extinction des plans budgétaires.

Le bilan révèle des **doublons institutionnels en chaîne** — trois comités parallèles sur la santé mentale, huit comités sectoriels sur les filières alimentaires, dix conseils nationaux d'élus locaux dupliqués avec des associations privées déjà subventionnées, sept comités d'histoire ministériels concurrents de la recherche académique financée par ailleurs, des dizaines de structures qualifiées de « stratégiques » en sommeil ou administrées par moins de trois agents. **L'inventaire complet est détaillé dans le Dossier complémentaire IV.**

# STRUCTURE DOCUMENTAIRE

Le **dossier-chapeau** (≈ 80 à 120 pages) présente le diagnostic, la méthode et la cartographie panoramique. Il est complété par **cinq dossiers complémentaires détaillés** (≈ 320 à 420 pages cumulées) que chaque lecteur peut consulter selon ses besoins.

N°	DOSSIER COMPLÉMENTAIRE	PUBLIC CIBLE
I	<b>LES AGENCES DE SOUVERAINETÉ</b> Catégorie A développée : 202 entités à conserver et réformer, application individuelle de la grille d'audit	Parlementaires, Cour des comptes
II	<b>LA FUSION DES AGENCES</b> Catégorie B développée : 6 blocs de fusion stratégiques, architecture de chaque nouvelle entité, modalités juridiques	Parlementaires, ministères de tutelle
III	<b>LA RÉINTÉGRATION DES AGENCES DANS LES MINISTÈRES</b> Catégorie C développée : 400 entités, modalités RH détaillées, alignement statutaire, calendrier	DRH ministérielles, syndicats
IV	<b>LA SUPPRESSION DES INSTANCES OBSOLÈTES</b> Catégorie D développée : 745 entités à supprimer, dont 4 agences emblématiques au budget cumulé de plus de 7 milliards d'euros par an, et le Top 20 des suppressions inadmissibles	Tous publics, pièce maîtresse
V	<b>ANNEXES OPÉRATIONNELLES</b> Kit de démantèlement RH, calendrier détaillé sur 24 mois, répertoire juridique loi vs décret pour chaque entité concernée	Premier ministre, candidats 2027

## OBTENIR LE DOSSIER COMPLET

David SALVAN ◆ david.salvan@delta-sierra.com

◆ 06 72 47 91 87 ◆

Cible parlementaire : 125 députés. Économies cibles documentées :  
350 milliards d'euros par an.